

La victoire de Lula montre l'extraordinaire capacité de résurrection du leader du Parti des travailleurs (PT) après son séjour en prison. Cependant, l'ampleur idéologique du « front démocratique » hétérogène qui l'a porté au pouvoir, la force sociale du bolsonarisme et les mutations de la société brésilienne ne laissent pas présager un troisième mandat tranquille.

Jair Messias Bolsonaro a finalement été éjecté du fauteuil présidentiel et du Palácio do Planalto par une faible marge de voix : 50,9% contre 49,1%. Après un seul mandat, il a été battu par un front démocratique allant de la gauche socialiste aux conservateurs démocratiques, autour de Luiz Inácio Lula da Silva, qui est devenu un cas impressionnant de résurrection politique.

Pour l'ancien métallurgiste de 77 ans, qui arrive au pouvoir pour la troisième fois, le résultat est le fruit d'un « engagement civilisateur » des citoyen·nes. Dans son discours, Lula a mentionné Dieu à plusieurs reprises, conformément aux efforts de la campagne pour se débarrasser de l'image « antireligieuse » que lui attribue le bolsonarisme et pour capter le vote évangélique dans un contexte où les pasteurs conservateurs font office de militants pour le président. « Le peuple brésilien veut des livres, pas des armes », a-t-il ainsi résumé les deux projets en litige. Et il a insisté sur la lutte pour que toutes les Brésilien·nes aient trois repas par jour.

Le front anti-Bolsonaro a été reproduit à l'étranger : les grands médias – y compris les médias libéraux et conservateurs – ont souligné la menace pour la planète entière que représentait Bolsonaro. Pour le magazine britannique libéral *The Economist*, qui a soutenu Lula en soulignant qu'il devait conserver une position centriste,

« Bolsonaro est un populiste trumpien, qui ment autant qu'il respire et imagine des conspirations partout. Il ne fait aucun effort pour arrêter la destruction de la forêt amazonienne. Sa gestion de la pandémie de Covid-19 a été honteuse. Son cercle se confond avec le crime organisé. Il sape les institutions, de la Cour suprême à la démocratie elle-même. »[\[1\]](#)

Front démocratique

Ainsi, l'ancien président Lula revient au pouvoir dans une sorte de revendication personnelle, après avoir passé plus d'un an et demi en prison. À cette époque, il commençait à se montrer en train de faire de l'exercice – comme une façon de témoigner qu'il avait assez d'énergie pour affronter les nouveaux défis – puis il a épousé Rosângela da Silva, surnommée « Janja », qui jouera un rôle important dans son cercle intime et dans la campagne électorale.

Cette fois-ci, Lula n'était pas le candidat du Parti des travailleurs (PT) mais de la coalition la plus large qu'il pouvait gérer : « l'unité jusqu'à ce que ça fasse mal » était l'objectif. Le vote en faveur du front « Brésil de l'espoir » est le résultat de la superposition d'un vote de classe – en tant que « pauvres » plutôt que travailleurs – et d'un vote démocratique contre un gouvernement qui, plutôt qu'un système autoritaire stricto sensu, a conduit le pays à

une dégradation sans précédent de la vie civique et a maintenu des liens obscurs entre le pouvoir et les groupes violents.

Néanmoins, les résultats montrent une fois de plus la résistance électorale bolsonariste, fondée sur des réseaux divers – des milices aux églises évangéliques conservatrices – qui vont au-delà du leadership individuel du président. Alors que Lula a obtenu environ trois millions de voix de plus qu'au premier tour, Bolsonaro en a obtenu sept millions de plus. Ainsi, ce dernier a donné ces dernières années un quatrième B, celui de son nom de famille, au bloc de la bible, du bœuf et de la balle (BBB), c'est-à-dire à la conjonction du vote évangélique, de l'agrobusiness et de la sécurité.

C'est une force qui la précède. Comme partout ailleurs où l'extrême droite progresse, le bolsonarisme a « avalé » une grande partie du vote de la droite modérée. Comme l'a souligné le philosophe brésilien Rodrigo Nunes, Bolsonaro est davantage un catalyseur qu'un démiurge ou un créateur[2].

Le soutien massif à Lula, au-delà de la pluralité des motifs qui l'ont animé, a constitué une vague démocratique pour mettre fin au bolsonarisme, une vague qui allait du Mouvement des sans-terre et du Parti communiste aux secteurs de l'élite économique et judiciaire. L'élection était loin d'être une confrontation entre le peuple et l'oligarchie. Les électeurs de Lula ont même mené une bataille pour se réapproprier le maillot de football : les couleurs vertes et jaunes avaient été utilisées en 2013 lors des manifestations massives contre Dilma Rousseff et avaient ensuite été accaparées par le bolsonarisme.

Lula représente aujourd'hui davantage un retour à la normalité qu'un projet de changement profond ou une vague de gauche, et a cherché à combiner le vote anti-Bolsonaro avec la mobilisation de la nostalgie des « jours heureux » du lulisme. Celles qui lui ont permis de quitter le pouvoir en 2010 avec plus de 80% de soutien. À l'époque, personne ne le qualifiait de communiste, comme l'extrême droite le fera plus tard.

Tous ces éléments ont suffi pour gagner, mais pas par KO. Bolsonaro a résisté avec une variété de ressources discursives qui l'ont connecté à la moitié de la société brésilienne, comme on l'a vu dimanche 30 octobre : la dénonciation de la « corruption » du PT, la lutte contre l'insécurité à travers la liberté de porter des armes, la défense de Dieu et de la famille.

Tout cela a été renforcé par une distribution des ressources – comme le plan Auxilio Brasil – qui s'est heurtée au néolibéralisme orthodoxe de son ministre de l'économie Paulo Guedes, et l'organisation d'une véritable milice numérique capable de répandre des cascades de *fake news*[3] : le lulisme a dû démentir, par exemple, que l'ancien président avait un pacte avec... le diable.

Plus qu'un gouvernement, Bolsonaro a organisé, depuis le pouvoir, une stratégie de campagne électorale permanente, avec une mobilisation intense de ses partisans basée sur un discours de choc anti-progressiste. Dans cette dynamique, il réaffirmait son contact avec les « masses », mais d'une manière plutôt chaotique, sans parti, et avec des surréactions négationnistes comme celles vécues pendant la pandémie.

Mais il y a un autre élément. Une partie du discours anti-étatique de la droite latino-américaine actuelle bénéficie d'une large réception parmi l'énorme masse de la population qui fourmille entre informalité et « entrepreneuriat ». L'« économie morale » de ces secteurs peut coïncider avec des discours contre l'« assistanat », en faveur du port d'armes

ou du rejet de l'impôt (avec la conviction qu'il vaut mieux avoir de l'argent dans sa poche que de le donner à l'État).

Comme le souligne Nunes,

« pour beaucoup de gens dans les périphéries du Brésil, la lutte constante de tous contre tous est déjà une réalité quotidienne, et l'idée que personne ne va intervenir peut sonner non pas comme une menace, mais comme une libération. »

En outre, certains parmi l'élite soutiennent la vision néolibérale de Bolsonaro, incarnée par le ministre Guedes, ce qui donne naissance à un bloc pluriclassiste dont le ciment est l'anti-progressisme, y compris décliné en anticommunisme caricatural.

Mais si Bolsonaro avait un projet quelque peu fondateur, son côté plus idéologique combinait des ultra-libéraux comme Guedes avec des messianiques délirants comme les disciples du défunt théoricien du complot Olavo de Carvalho. C'est le cas, par exemple, de l'ancien ministre des Affaires étrangères Ernesto Araújo, qui est allé jusqu'à proposer une « alliance chrétienne » avec la Russie de Poutine et les États-Unis de Trump et a fini par faire du Brésil une sorte de paria mondial (l'un des alliés était l'Israël de Benjamin Netanyahu : la première dame Michelle Bolsonaro a voté le 30 octobre en portant un T-shirt avec le drapeau israélien et a écrit sur Instagram : Dieu, Patrie, Famille, Liberté).

Comme dans le cas de l'ancien président américain, c'est son profil de président querelleur - plutôt que son idéologie - qui a finalement contrarié sa réélection.

Endiguer l'extrême droite

La victoire de Lula ajoute un autre gouvernement à la nouvelle vague de progressisme latino-américain. Comme le répète le politologue Andrés Malamud, c'est l'opposition qui a gagné dans la région^[4]. Mais la plupart de ces oppositions sont de centre-gauche.

Cela génère une nouvelle carte politique qui combine les deux éléments : la gauche a plus de poids politique en termes de taille des pays qu'elle gouverne que pendant la « marée rose » du milieu des années 2000, et des espaces tels que l'Alliance Pacifique se sont dilués en tant que blocs alternatifs libéraux-conservateurs au « populisme ». Dans le même temps, le soutien à ces gouvernements progressistes est désormais plus volatil et les électeurs plus susceptibles d'être déçus.

La défaite de José Antonio Kast au Chili en 2021 et maintenant celle de Bolsonaro au Brésil mettent un frein à la possibilité pour l'extrême droite d'accéder ou de conserver le pouvoir dans le sous-continent latino-américain. Cela pourrait envoyer un message aux forces telles que le PRO en Argentine [le parti de l'ancien président Mauricio Macri], qui a flirté avec une tendance de droite plus accentuée. Ces défaites, cependant, ne diluent pas l'influence de la droite « dure » dans les sociétés, ni ses possibilités de fonctionner comme un canal pour canaliser le mécontentement social et le non-conformisme.

Au niveau régional, l'un des défis du progressisme dans ce nouveau contexte est la normalisation démocratique du Venezuela, qui connaît des changements sociopolitiques complexes[5]. L'opposition vénézuélienne étant affaiblie, les gouvernements de gauche de la région peuvent jouer un rôle dans le remplacement du défunt Groupe de Lima, sans détourner le regard : s'il est aujourd'hui de bon ton de parler de « démocraties illibérales » comme d'une forme d'érosion de la démocratie de l'intérieur, dans le cas de l'Amérique latine, l'« illibéralisme » vient en grande partie de la « gauche » (le Venezuela est rejoint par le tournant plus ouvertement dictatorial du Nicaragua), ce qui souligne, comme l'a avancé le président chilien Gabriel Boric, la nécessité d'un critère commun face aux violations des droits de l'homme. Compte tenu de son poids régional, le Brésil aura beaucoup à dire sur ces questions.

Résurrection

Gros animal politique, l'ancien métallurgiste – sans ménager son pragmatisme et sa « magnanimité » – a réussi à bâtir une coalition autour de lui, à amnistier ses ennemis et à être amnistié par eux, à mettre sa campagne sur ses épaules et à descendre dans l'arène en quête de l'absolution de l'histoire après l'annulation de sa condamnation par la même justice qui l'avait entérinée.

L'abîme bolonariste a sans doute facilité le succès de cette entreprise. L'un des rapprochements les plus significatifs a été celui de l'ancien président Fernando Henrique Cardoso, qui a tweeté deux photos à quatre décennies d'intervalle : l'une le montre lui et Lula alors qu'ils étaient de jeunes hommes en lutte contre la dictature militaire ; l'autre les montre ensemble aujourd'hui, à nouveau en lutte pour la démocratie. Le nouveau vice-président, Geraldo Alckmin, était un autre ennemi politique de Lula. Aujourd'hui, après avoir quitté le Parti de la Social Démocratie brésilienne (PSDB), de centre-droit, et rejoint de manière pragmatique le Parti socialiste, il est l'un de ses plus proches amis.

Bolsonaro était, comme on a pu le constater lors des débats télévisés, un ennemi tenace. Tout en excitant sa base à l'infini, le président a projeté une image d'austérité qui l'a rapproché des « gens ordinaires », tout en lui donnant la satisfaction de transgresser le « politiquement correct ». Il y a quatre ans, Bolsonaro a pu entrer dans le Planalto en tant qu'outsider, en grande partie grâce à l'inconséquence qui a marqué ses 27 années en tant que membre du Congrès. Beaucoup l'ont connu lors de l'*impeachment* contre Dilma Rousseff en 2016, lorsqu'il a invoqué en riant le colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra, « la terreur » de Dilma : il faisait référence à son rôle de tortionnaire pendant la dictature, lorsque Rousseff était détenue en tant que militante de la gauche armée.

Marx, dans l'un des prologues du *Dix-huit Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*, souligne que dans ce livre, il a cherché à montrer

« comment la lutte des classes a créé en France les circonstances et les conditions qui ont permis à un personnage médiocre et grotesque de jouer le rôle de héros ».

Reste à savoir comment Bolsonaro, qui a agi comme une sorte de « président-lumpen », a

réussi à s'imposer comme un « mythe » – comme l'appellent ses partisans – et à remporter, même s'il a perdu, le vote de près de la moitié des Brésiliens.

Quoi qu'il en soit, ce résultat témoigne de la force de Lula, qui a su renaître de ses cendres, mais aussi de la faiblesse du PT, qui n'a pas su se renouveler en tant que parti et surmonter ses stigmates, qui ne sont pas seulement liés aux *fake news*, et de la persistance de la droite dure en tant que bloc politico-culturel, comme on peut le constater au Congrès et dans les gouvernorats.

Le passage du PT du statut de parti de la classe ouvrière à celui de parti des pauvres dessinait une nouvelle carte politique (importance du vote du Nord-Est), transformait la relation leader-parti (du petisme au lulisme, selon les mots du sociologue André Singer) et redéfinissait les manières d'aborder la réforme sociale. Les manifestations de 2013, qui donneront lieu au « virage à droite » ultérieur, trouvent leur origine dans une série de politiques et de troubles collectifs largement sous-estimés par le PT. Puis vint la fameuse offensive judiciaire, qui combinait des intérêts politiques et judiciaires avec moins de cohérence à long terme, comme on le verra plus tard, lorsque la Cour suprême elle-même annulera la sentence de Lula, que ne le laisse entendre le terme éculé de « lawfare ».

Giancarlo Summa a écrit que l'histoire récente du Brésil peut être résumée en trois couvertures de l'hebdomadaire britannique *The Economist*, des variations sur le thème de l'un des symboles les plus emblématiques du pays : la statue du Christ Rédempteur. La première, publiée en 2009, montre le Christ transformé en une fusée propulsée dans le ciel, sous le titre « Le Brésil décolle ». Dans la seconde, datant de 2013, la statue-fusée s'effondre et le magazine s'interroge : « Le Brésil s'est-il planté ? ». Enfin, sur la troisième couverture, apparue en juin 2021, la statue apparaît immobile, avec un masque relié à une bouteille d'oxygène, une référence directe à la gestion désastreuse de la pandémie. Le diagnostic est sans équivoque : « La décennie lamentable du Brésil ».

Une quatrième couverture pourrait maintenant représenter un Christ rédempteur dans l'expectative, peut-être soulagé, avec un espoir limité. Beaucoup de Brésiliens, en théorie, auraient voulu une troisième force, ne voter ni pour Lula ni pour Bolsonaro, mais cette troisième force n'a jamais été déployée, et ce sont ces deux candidats qui ont canalisé deux visions situées aux antipodes dans un pays qui a vécu la campagne électorale comme une guerre civile de basse intensité.

Dans son discours de victoire, Lula, avec le ton d'un homme d'État, s'est engagé à recoller les morceaux du Brésil. Et pour restaurer la crédibilité internationale d'un pays dont la réputation est en lambeaux. « Je suis à moitié heureux, à moitié inquiet », a-t-il résumé.

*

Cet article a d'abord été publié dans [l'édition argentine du Monde diplomatique](#).

Traduction par *Contretemps* revue par l'auteur.

Notes

[1] *The Economist*, 4 octobre 2022.

[2] Bernardo Gutiérrez, « « Bolsonaro n'est qu'un catalyseur. Que ce soit lui ou quelqu'un d'autre est contingent », entretien avec Rodrigo Nunes », *CTXT*, 17 octobre 2022.

[3] Bernardo Gutiérrez, "Guerra sucia digital en la recta final de las elecciones en Brasil", *CTXT*, 27 octobre 2022.

[4] <https://twitter.com/andresmalamud/status/1586853809170563072>

[5] Pablo Stefanoni, "En Venezuela, 'todo está muy normal'", *Análisis Carolina*, 13 octobre 2022.